



EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

September 2025 | FR

Available Languages:

EN

FR

ÉDITORIAL



Éditorial

Lorsqu'en avril 2023, je suis entré en fonction, l'Europe se trouvait à la croisée des chemins. La guerre revenait sur notre continent, la confiance dans la démocratie était mise à rude épreuve et les citoyens étaient confrontés, non seulement à une crise du coût de la vie et à une inflation élevée, mais encore à la double transition écologique et numérique. Dès le tout premier jour, j'ai clairement indiqué que notre engagement consisterait à défendre la démocratie et à porter haut et fort la voix de l'Europe. Il ne s'agissait pas d'un slogan, mais bien d'une mission.

Au cours des deux années qui viennent de s'écouler, le CESE a prouvé qu'il était bien plus qu'un organe consultatif. Il s'est imposé comme le héraut de la société civile européenne, plaidant sans relâche en faveur de la démocratie, de la justice sociale et de la durabilité. Nous avons lancé l'initiative relative aux membres des pays candidats à l'adhésion, qui donne la possibilité à quelque 147 représentantes et représentants de la société civile de neuf pays candidats de siéger à nos côtés à la table de discussion. Ils ont contribué à orienter certains avis, pris part à nos débats, démontrant ce faisant que l'élargissement commence non pas lors de l'adhésion, mais avec la participation de chacun. Grâce au soutien de la Commission, l'initiative est assurée jusqu'en 2027, et elle continuera de se déployer, intégrant le Kosovo dès la prochaine phase.

Nous avons aussi défendu la démocratie aussi bien chez nous qu'à l'étranger. La Semaine de la société civile est devenue un événement phare en matière de participation. Nous avons coopéré avec le Parlement européen pour mobiliser les citoyens dans l'optique des élections de 2024, et nous avons soutenu le paquet «Défense de la démocratie» de la Commission. Par l'entremise de notre groupe sur l'état de droit, nous avons effectué un certain nombre de missions dans les pays candidats et donné de la visibilité aux journalistes et aux militants. Le CESE a affirmé sa réputation de sentinelle de la démocratie, des droits des citoyens et de l'état de droit.

La dimension sociale a été au cœur de ma présidence. Nous avons porté la thématique du logement à l'ordre du jour européen, créé le test jeunesse des politiques publiques de l'UE, renforcé l'égalité entre les hommes et les femmes et bâti la coopération avec l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes). Avec notre «pacte bleu», nous avons placé la question de la sécurité de l'eau sur la carte. Nous avons veillé à ce que les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables puissent exprimer de façon structurée leur point de vue sur l'avenir de l'Europe.

Pour ce qui est de la relation à l'extérieur, nous avons fait en sorte que le CESE accompagne la société civile sur la voie de la stratégie «Global Gateway». Nous avons construit un partenariat important avec l'Union africaine, relancé la table ronde de la société civile UE-Brésil, renforcé notre position aux Nations unies et fait entendre la voix démocratique de l'Europe lors du sommet social du G20. Ces mesures ont montré que la démocratie n'était pas seulement un projet européen, mais un projet mondial.

Le débat sur le prochain cadre financier pluriannuel a confirmé la nécessité d'un budget de l'UE solide qui soit à la hauteur de nos ambitions. La proposition actuelle n'est pas suffisante, d'autant plus que l'élargissement nécessitera de nouvelles ressources substantielles. La politique de cohésion doit rester un instrument d'investissement stratégique et l'élargissement doit être

correctement financé.

Alors que mon mandat arrive à son terme, je suis fier que le CESE soit plus visible, plus pertinent et plus uni que jamais. Nous avons défendu la démocratie alors qu'elle était mise sous pression. Nous avons donné à la société civile une véritable possibilité de s'exprimer au sujet de l'élargissement. Nous avons défendu la justice sociale et l'égalité. Nous avons projeté les valeurs de l'Europe partout dans le monde. Tel est l'héritage que nous avons l'honneur de confier à la prochaine présidence. L'Europe a plus que jamais besoin de la société civile organisée, et le CESE a su montrer qu'il était prêt à agir concrètement.

Oliver RÖPKE

Président du CESE

À VOS AGENDAS

21-23 octobre 2025

Session plénière du CESE



L'INVITÉE SURPRISE

Notre invitée surprise est l'auteure allemande **Heike Specht**, qui a présenté cet été son livre «[Die Ersten ihrer Art](#)» lors du Forum des femmes du CESE. Cet ouvrage rassemble les histoires de femmes qui ont été les premières à occuper une haute fonction politique et dont le courage et la vision ont ouvert des portes pour les générations futures. Pour CESE Info, M^{me} Specht raconte ce que c'est d'être «la première» en tant que femme en politique.

Heike Specht a étudié l'histoire et la littérature à Munich, consacrant son doctorat à Lion Feuchtwanger, le célèbre écrivain allemand juif persécuté sous le régime nazi. Elle a travaillé plusieurs années comme éditrice. Auteure de plusieurs livres, elle réside désormais à Zurich, où elle est écrivaine indépendante. Son premier roman, «Die Frau der Stunde», sera publié en octobre 2025. Pour en savoir plus sur son travail,

vous pouvez consulter son [site web](#) (en allemand).



SEULE AU SOMMET

Par Heike Specht

L'histoire est friande de «premières», mais celles qui ouvrent la voie doivent souvent le faire seules. Cette réalité, bien connue de toutes les femmes au pouvoir, n'a fait que s'accroître dernièrement.

À maintes reprises, Kamala Harris a évoqué l'expérience qui était la sienne de pénétrer dans des pièces où personne ne lui ressemblait. C'est là l'essence même d'être «la première»: remporter une victoire éclatante, percer une brèche dans le plafond de verre, certes, mais au prix d'une épreuve d'endurance éreintante. Tous les hommes qui l'avaient précédée à la Maison-Blanche trouvaient leur pendant — par dizaines — dans les livres d'histoire. Mais pas la vice-présidente: dans la liste de ses prédécesseurs, on dénombre cinq John, trois Thomas et trois Charles,

mais pas une seule femme.

Être la première, c'est être sous le feu des projecteurs. Sans plan d'action. Ouvrir la voie, tout en devant sans cesse vous justifier et défendre le simple droit d'être là.

On demande rarement à ces messieurs en costume pourquoi ils aspirent au pouvoir. Heinrich von Treitschke, historien du XIX^e siècle et misogyne éhonté, affirmait ainsi que «le pouvoir est masculin, cela va sans dire» — un mode de pensée qui a encore cours. Comme le note l'historienne Mary Beard, l'autorité est vue par défaut comme un attribut masculin. Pour paraphraser Pierre Bourdieu, si la domination masculine perdure, c'est précisément parce qu'elle n'a jamais à se justifier.

Les femmes, quant à elles, doivent payer un plus lourd tribut. Alors qu'elles déploient tout le courage et le talent propres à une carrière hors du commun, ces «premières» voient leur simple présence remise en question à chaque instant. La barre est placée plus haut, la patience s'épuise plus vite et la marge d'erreur est infime. Le fameux mot de Faith Whittlesey n'a rien perdu de sa pertinence: «Ginger Rogers faisait tout ce que Fred Astaire faisait, mais à l'envers et en talons hauts».

Pendant des décennies, l'action politique des femmes a été traitée avec condescendance et cantonnée à des enjeux de société d'importance marginale. Ce sont pourtant des femmes comme Elisabeth Selbert, Käthe Stöbel et Simone Veil qui ont planté les germes de la démocratie moderne, qu'il s'agisse d'égalité des sexes, de santé publique, de législation inclusive en matière de mariage ou encore d'autonomie corporelle. Loin d'être anecdotiques, ces politiques ont forgé les sociétés où nous vivons aujourd'hui. Malgré tout, on entendait encore dans les années 1990 le chancelier allemand Gerhard Schröder qualifier de «tout le tintouin» (*Gedöns*) les questions confiées au ministère des affaires familiales.

L'argument le plus souvent avancé contre les quotas fondés sur le genre est que «les législateurs représentent toute la population». Or, les femmes ne constituent pas un groupe d'intérêt à part, elles composent la moitié de la population. D'ailleurs, l'histoire montre que quand les femmes sont au pouvoir, on assiste à des avancées en matière de droits des femmes, qu'il soit question de protection de la maternité,

de clauses d'égalité des genres, de légalisation de l'avortement ou de criminalisation du viol conjugal. Le bilan est sans appel.

Comme l'a dit un jour Christine Lagarde avec humour: «Si Lehman Brothers s'était appelée Lehman Sisters, le monde serait peut-être différent aujourd'hui». Son message n'était pas que les femmes sont supérieures, mais plutôt que la diversité est un atout: la multiplicité des points de vue bouscule la pensée de groupe. Exclues des réseaux masculins, les femmes ont donné forme à de nouvelles stratégies et, avec elles, à de nouvelles possibilités.

Voilà pourquoi les «premières» ont encore toute leur importance. À ce jour, nous n'avons toujours pas connu de présidente allemande, ni de présidente américaine, ni de présidente française.

Ces derniers temps, on a plutôt le sentiment que l'approche des femmes en matière de politique est délaissée au profit d'un regain d'arrogance virile — personnifiée, notamment, par le nouvel occupant de la Maison-Blanche. À l'automne 2024, Kamala Harris, la première à occuper la vice-présidence des États-Unis, a affronté Donald Trump dans l'espoir de devenir la première à accéder à la présidence du pays. Sa campagne s'est soldée par une défaite.

Aujourd'hui, la question n'est pas seulement de savoir de quoi demain sera fait, mais par qui. La mère de Kamala Harris le formule mieux que quiconque: «Kamala, il y a bien des choses que tu seras la première à accomplir, assure-toi que tu ne seras pas la dernière».



UNE QUESTION À...

Bien que les start-up et les scale-up soient souvent considérées comme le moteur de l'économie européenne de l'innovation, leur rôle dans l'économie de l'UE demeure précaire. Quelles sont les conditions à réunir pour que ces entreprises puissent contribuer de manière significative à l'innovation et à la croissance économique? Mira-Maria Danisman, rapporteure de l'avis sur les «[Start-up et scale-up européennes](#)», les énumère pour nous.

LES START-UP ET LES SCALE-UP EUROPÉENNES: DES MOTEURS DE LA CROISSANCE, SI ON LEUR EN LAISSE LA POSSIBILITÉ

par Mira-Maria Danisman

Les start-up et les scale-up sont souvent décrites comme le cœur de l'économie d'innovation de l'Europe. Ce sont les concurrentes inlassables, les entreprises qui transforment de nouvelles découvertes scientifiques ou des idées ambitieuses en produits et services susceptibles de révolutionner les industries. Des laboratoires parisiens d'intelligence artificielle aux pionniers des technologies vertes de Stockholm, ces jeunes entreprises symbolisent la capacité de l'Europe à être compétitive à l'échelle mondiale, et renforcent sa résilience et son autonomie stratégique. En cas de réussite, elles créent des emplois, attirent les investissements et injectent du dynamisme dans les différents secteurs.

Pourtant, leur rôle au sein de l'économie de l'Union reste précaire. Contrairement à ce qu'on peut voir aux États-Unis ou dans certaines régions d'Asie, de trop nombreuses start-up européennes ne triomphent jamais sur la scène internationale. Au lieu de cela, elles sombrent dans ce que les entrepreneurs appellent la «vallée de la mort», cette étape délicate qui sépare l'innovation précoce de son succès commercial. Si les start-up sont essentielles pour l'économie de l'Union, en tant que moteurs de l'innovation, c'est leur capacité à se développer qui déterminera si l'Europe pourra bénéficier de leur réussite, ou si elle les perdra à l'étranger.

Pour que les start-up et les scale-up puissent réaliser leur potentiel, **des conditions de croissance doivent être remplies**, à commencer par un **paysage réglementaire** qui cherche à travailler avec les entrepreneurs, pas à leur mettre des bâtons dans les roues. Aujourd'hui, les créateurs d'entreprises européens estiment que la complexité et les charges administratives sont le premier obstacle qu'ils rencontrent. Les

formalités administratives excessives, les retards de paiement et la fragmentation des règles entre les États membres font perdre du temps et de l'énergie qui devraient être consacrés à l'innovation. Si les réglementations étaient simplifiées et le marché unique réellement harmonisé, les start-up européennes pourraient opérer sur une scène continentale plutôt que simplement nationale.

La deuxième condition est **l'accès à un financement qui augmente au rythme de l'ambition**.

Beaucoup d'entreprises européennes obtiennent un capital d'amorçage initial, mais il s'amenuise souvent



durant la phase critique d'expansion. En conséquence, de trop nombreux fondateurs se tournent vers des investisseurs étrangers, ou partent carrément s'installer ailleurs. Si l'Europe veut que ses idées les plus brillantes fleurissent au niveau local, elle doit débloquer des capitaux à grande échelle, grâce à des instruments d'investissement spécifiques de l'Union, à une meilleure intégration sur le marché des capitaux et à des systèmes fiscaux qui encouragent la prise de risques à long terme. Sans cette épine dorsale financière, l'Union risque de devenir un incubateur de talents pour des écosystèmes étrangers.

La troisième condition est le **talent**. Les start-up européennes sont confrontées à une grave pénurie de main-d'œuvre qualifiée, que ce soit dans les domaines des technologies avancées, de l'entrepreneuriat ou de la recherche. Les obstacles en matière de visas et la lenteur des procédures pour les travailleurs hautement qualifiés originaires de pays tiers ne font que compliquer le problème. Pour être compétitive à l'échelle mondiale, l'Europe doit à la fois attirer des experts internationaux et investir dans son propre réservoir à long terme, grâce à un enseignement plus solide dans le domaine des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques, à des formations à l'entrepreneuriat et à des marchés du travail flexibles qui récompensent la mobilité et l'innovation. En d'autres termes, les idées ne manquent pas, mais si personne ne les concrétise, elles restent inexploitées.

Enfin, les start-up doivent **avoir accès à des infrastructures et à des marchés de pointe**. Les laboratoires de recherche, les supercalculateurs et les réseaux numériques de classe mondiale ne sont plus un luxe, mais bien un prérequis dans la course à la primauté technologique. Dans le même temps, le marché intérieur européen ne tient toujours pas ses promesses: 70 % des PME n'exercent leurs activités que dans leur pays d'origine, et seulement un quart d'entre elles exportent vers un autre pays de l'Union. Transformer le potentiel du marché unique en un pouvoir de marché concret augmenterait largement les possibilités d'expansion des entreprises.

Si l'Europe est déterminée à faire des start-up et des scale-up les moteurs de la prospérité, elle doit aller au-delà de la célébration de l'innovation et commencer à créer les conditions qui lui permettront de se développer. De premières mesures encourageantes ont été prises, notamment la stratégie de l'UE en faveur des start-up et des scale-up et le tableau de bord des start-up et des scale-up, qui pourraient donner un élan, mais elles doivent se traduire en une réalité vécue par les entrepreneurs.

L'Europe dispose de tous les éléments nécessaires pour endosser le rôle de chef de file; il ne lui manque que la volonté politique. Il est temps de mettre fin aux demi-mesures. Si l'Europe ose s'aligner sur les ambitions de ses entrepreneurs, elle peut transformer les start-up d'aujourd'hui en champions mondiaux de demain, et ainsi façonner non seulement les marchés, mais aussi l'avenir lui-même.



DROIT AU BUT

Les algorithmes d'intelligence artificielle (IA) sont les contrôleurs d'accès invisibles de l'espace de l'information actuel, déterminant ce que les citoyens européens sont amenés à voir et à ne pas voir. En amplifiant les contenus sensationnalistes tout en marginalisant les voix indépendantes, ils créent un espace

propice à la désinformation et renforcent les stéréotypes préjudiciables. Tatjana Babrauskienė, membre du CESE et rapporteure du rapport d'information sur le thème «[Les médias sociaux et les algorithmes d'intelligence artificielle: garantir partout en Europe le droit à une information exacte et la visibilité des contenus de qualité, notamment sur l'Europe centrale et orientale](#)», nous explique pourquoi une plus grande transparence et une action plus décisive de l'UE s'imposent pour préserver le pluralisme des médias et le débat démocratique.



LES SENTINELLES SILENCIEUSES: COMMENT LES ALGORITHMES D'IA ORIENTENT LE DISCOURS SUR L'EUROPE ORIENTALE

par Tatjana Babrauskienė

À l'ère numérique dans laquelle nous vivons aujourd'hui, les algorithmes d'IA fonctionnent comme des sentinelles invisibles qui contrôlent l'accès à l'information, exerçant un pouvoir disproportionné sur ce qui se voit — et aussi sur ce qui ne se voit pas. Conçus pour maximiser l'engagement des internautes, ces algorithmes amplifient souvent des contenus sensationnels et clicivants, une tendance qui affecte de manière disproportionnée les opinions en Europe orientale. Dans son [rapport](#), le Comité économique et social européen (CESE) a clairement montré comment cet écosystème numérique tendait à supprimer le journalisme indépendant tout en permettant à la désinformation étrangère de prospérer.

Ce biais algorithmique produit une réaction en chaîne dévastatrice. Les plateformes, qui ne sont guidées que par leur soif inextinguible de «J'aime» et de «Partages», ont exclu de leur offre tout ce qui ressemble à des propos nuancés et fondés sur des faits. Il en résulte une image biaisée de la réalité, où les stéréotypes sont renforcés et les «bulles de filtrage» rendent tout débat public impossible. Ce phénomène est particulièrement sensible en Europe centrale et orientale, où les opérations d'influence étrangère, notamment en provenance de Russie ou de Chine, exploitent de manière patente les langues et contextes culturels locaux pour semer la discorde.

Le cas de la Biélorussie offre un exemple frappant de cette dynamique. Le régime oppressif utilise la suppression numérique et le biais algorithmique pour marginaliser systématiquement les médias indépendants. Les plateformes de médias sociaux basculent souvent par défaut vers des contenus en russe, réduisant ainsi au silence les voix biélorussiennes indépendantes et renforçant la propagande d'État. Le problème est encore aggravé par des plateformes telles que Telegram ou VKontakte, qui opèrent hors des cadres réglementaires de l'Union et permettent l'existence d'angles morts dangereux dans la modération des contenus.

Pour reprendre en main le récit numérique, il est essentiel de disposer d'une stratégie multidimensionnelle. Cette dernière doit commencer par l'instauration de la transparence algorithmique des plateformes, avec une publication de la manière dont les contenus sont hiérarchisés pour garantir la responsabilité des différents points de vue qui s'expriment. Il s'agit d'un principe fondamental du règlement sur les services

numériques. Par ailleurs, un cadre normalisé pour les audits algorithmiques est de mise. Le CESE plaide en faveur d'une Autorité européenne de supervision de l'information numérique, un organe autonome qui serait chargé de faire appliquer la législation sur les services numériques et la législation sur l'IA, en ciblant spécifiquement les biais systémiques qui menacent le pluralisme des médias ainsi que les droits fondamentaux.

L'Union européenne doit aussi soutenir financièrement les médias indépendants d'Europe centrale et orientale. Un fonds spécifique pourrait fournir aux journalistes les ressources nécessaires à la production de reportages d'investigation et de programmes d'éducation aux médias, en leur donnant les moyens de lutter efficacement contre la désinformation. La lutte contre la manipulation de l'information à l'étranger constitue un autre aspect essentiel. Il faut que l'Union européenne impose des sanctions plus sévères aux plateformes qui ne s'attaquent pas aux contenus manipulateurs et qu'elle exige des plateformes qu'elles élaborent avec détermination des mesures de détection des ingérences étrangères, grâce à l'appui de partenariats avec des entreprises de cybersécurité, et en assurant l'accès aux données pour les chercheurs.

Enfin, la sensibilité linguistique est primordiale. Les plateformes doivent faire appel à des modérateurs possédant des connaissances régionales et sociopolitiques approfondies afin de garantir un traitement équitable des langues et dialectes locaux. Le CESE souligne qu'il est grand temps de ne plus s'en tenir aux étiquettes réductrices comme celle de «l'espace post-soviétique» et d'adopter des cadres discursifs qui honorent le caractère unique des histoires et identités des nations d'Europe orientale.

En conclusion, la double nature des algorithmes d'IA constitue à la fois un défi et une opportunité. En donnant la priorité à la transparence et à la responsabilité, les plateformes peuvent devenir des alliées dans la lutte pour un espace numérique équilibré. Dans le même temps, il importe que l'Union se pose en défenseur actif des médias indépendants et des riches discours propres aux différentes nations d'Europe orientale. Ce n'est qu'au moyen de ces actions concertées que nous pourrions bâtir un paysage numérique résilient et inclusif qui reflète la complexité et les réalités de la région.

NOUVELLES DU CESE



Les pays candidats à l'adhésion saluent les efforts du CESE en faveur d'un rôle accru de la société civile dans le processus d'élargissement

Lors de sa session plénière du 17 juillet, le CESE a tenu un forum sur l'élargissement sur le thème «Bâtir un avenir inclusif dans une Union élargie: le rôle du dialogue social, de la société civile et de l'engagement des jeunes». Les représentants de la société civile des pays candidats ont salué l'initiative lancée par le Comité en faveur des membres de pays candidats à l'adhésion, dans laquelle ils voient un outil essentiel pour façonner le processus d'intégration européenne de leurs pays et pour renforcer le soutien du public à l'adhésion à l'Union.

La manifestation s'est ouverte par un débat de haut niveau auquel ont participé **Maida Gorčević**, ministre monténégrine des affaires

européennes, **Orhan Murtezani**, ministre des affaires européennes de Macédoine du Nord, et **Antoine Kasel**, directeur de la direction «Mobilité des travailleurs et relations internationales» de la direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne.

Le forum a rassemblé quelque 75 représentants des partenaires sociaux et des organisations de la société civile des différents pays candidats à l'adhésion à l'Union. Il s'inscrivait dans le cadre de l'[initiative innovante du CESE relative aux membres de ces pays](#), un projet qui, fort de son succès, a déjà bénéficié d'un soutien financier supplémentaire de la part de la Commission européenne en vue d'être renforcé et mis en œuvre de façon permanente.

Oliver Röpke, président du CESE, a fait le constat suivant: «Nous essayons de mettre en place un processus d'élargissement fructueux, qui place la société civile aux commandes. L'élargissement n'est pas simplement une stratégie géopolitique: c'est une promesse de faire respecter la démocratie, les droits et la dignité pour tous.»

Maida Gorčević, ministre monténégrine des affaires européennes, a fait valoir l'étroite coopération établie entre les pouvoirs publics et les organisations de la société civile dans le cadre du processus d'adhésion, et souligné que «les citoyens sont plus susceptibles de soutenir les réformes lorsqu'ils voient des membres de leurs organisations de la société civile participer activement à la politique gouvernementale».

Par ailleurs, **Orhan Murtezani**, ministre des affaires européennes de Macédoine du Nord, a décrit l'histoire de son pays comme étant complexe, mais transformatrice, ajoutant ce qui suit: «Il n'est pas facile de devoir patienter pendant 20 ans, mais cette attente pourrait être un exemple de résilience et de persistance dans la réalisation de l'objectif final.»

Touché par l'optimisme et l'enthousiasme manifestés par les représentants des pays candidats, **Antoine Kasel**, de la Commission européenne, a déclaré: «Il est indispensable, dans le cadre de ce processus, de s'adresser aux jeunes, étant donné que l'instauration du dialogue social et du dialogue avec les institutions de l'Union est une question de confiance.»

Dans son avis sur «[L'enjeu d'une institutionnalisation du dialogue civil et social dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE et les pays partenaires](#)», adopté à la suite des discussions menées lors du forum, le CESE plaide en faveur d'un véritable dialogue civil et social, qui doit constituer un pilier central du processus d'élargissement.

Ionuț Sibian, Decebal-Ștefăniță Padure et Dumitru Fornea, membres du CESE et rapporteurs de l'avis, ont souligné qu'un dialogue civil et social structuré et correctement institutionnalisé était fondamental pour garantir la stabilité, le développement économique et la cohésion sociale dans les pays candidats et partenaires. (mt)



La présidence danoise du Conseil œuvrera en faveur d'«une Europe forte dans un monde en changement»

Lors de sa session plénière de juillet, le CESE a tenu un débat sur les priorités politiques de l'actuelle présidence du Conseil de l'Union européenne, qui a débuté le 1^{er} juillet dernier et prendra fin le 31 décembre 2025. Sous le slogan «Une Europe forte dans un monde en changement», la présidence danoise œuvrera en faveur d'une Europe sûre, compétitive et verte, en veillant à ce que l'UE prenne davantage en main sa propre sécurité et renforce sa compétitivité.

L'Europe connaît actuellement des changements importants, caractérisés par l'incertitude, la concurrence mondiale et l'intensification des conflits dans plusieurs domaines. «Voilà pourquoi nous avons besoin d'une

Europe forte, compétitive et verte. Une Europe capable d'assumer ses responsabilités en matière de sécurité. Et une Europe capable d'innover et d'affronter la concurrence au niveau mondial. Il sera essentiel de soutenir l'Ukraine et de progresser sur la voie de l'élargissement», comme l'a affirmé **Marie Bjerre**, ministre danoise des affaires européennes.

Oliver Röpkke, président du CESE, a quant à lui souligné ce qui suit: «La présidence danoise arrive à un moment décisif pour l'Europe. Ses priorités en matière de sécurité, de compétitivité et de transition écologique concordent étroitement avec les principales préoccupations du CESE. Nous sommes prêts à fournir une expertise pratique et à relayer les positions de la société civile organisée européenne pour faire progresser une Europe résiliente, fondée sur des valeurs et connectée à ses citoyens.» (mp)



Le test jeunesse des politiques publiques de l'UE, outil précurseur mis au point par le CESE, fait figure de modèle d'inclusion

Premier organe à avoir mis en œuvre un tel dispositif novateur, le Comité économique et social européen (CESE) affirme son rôle pionnier en matière de participation des jeunes et voit son test jeunesse salué par le commissaire européen Glenn Micallef lors d'un débat à Bruxelles.

S'exprimant lors de la session plénière de juillet du CESE, **M. Micallef**, commissaire à l'équité intergénérationnelle, à la jeunesse, à la culture et au sport, a indiqué que le Comité montrait la voie à suivre à l'égard des jeunes, en les traitant comme des partenaires d'égal à égal et non comme de simples voix consultatives dans le processus d'élaboration des politiques européennes.

«Les enjeux du logement, de la santé mentale, d'une éducation de qualité et de l'emploi des jeunes ne sont pas les préoccupations de demain: ce sont les priorités d'aujourd'hui. La confiance des jeunes ne coule pas de source; il faut la mériter en leur conférant un réel pouvoir et une véritable responsabilité», a-t-il déclaré.

Le test jeunesse des politiques publiques de l'UE, lancé en septembre 2024, examine si les nouveaux avis du CESE reflètent adéquatement les besoins des jeunes. À ce jour, 40 avis ont fait l'objet du processus — dont 27 avec succès — et plus de 70 organisations de jeunesse issues de l'ensemble de l'Union et des pays candidats y sont désormais associées. L'initiative a servi d'inspiration à la Commission pour sa propre évaluation d'impact du point de vue des jeunes, qu'elle mènera en 2025, et bénéficie d'ores et déjà de la reconnaissance de la Commission et du Parlement.

Le commissaire Micallef a cité de nouvelles mesures, dont une proposition d'augmentation de 50 % du budget d'Erasmus+, démontrant ainsi la détermination de la Commission à passer du stade de la consultation à celui des politiques concrètes.

Selon **Oliver Röpké**, président du CESE, le groupe sur les jeunes du CESE a joué un rôle décisif pour insuffler ce changement: «Nous devons faire en sorte que les jeunes, tout comme les personnes âgées, puissent être des acteurs à part entière de la société et de l'économie. L'avenir de l'Europe ne s'attend pas les bras croisés — il nous appartient de le construire ensemble.»

Créé en 2023, le groupe sur les jeunes, composé de 12 membres du CESE, supervise le test jeunesse et coordonne la participation des jeunes tout au long du processus législatif européen. Sa présidente, **Katrīna Leitāne**, a parlé d'un projet exigeant, mais dont «le retentissement se fait déjà entendre aux quatre coins de l'Europe».

Les responsables d'organisations de jeunesse ont également appelé à des réformes en profondeur. **Rareș Voicu**, président du Forum européen de la jeunesse, a exhorté l'Union européenne à intégrer officiellement l'évaluation d'impact du point de vue des jeunes dans sa boîte à outils pour une meilleure

réglementation, tandis qu'**Ozer Sahoglu**, représentant du conseil consultatif de la jeunesse auprès du président du CESE, a mis en garde contre l'aggravation de la pauvreté, le coût inabordable du logement et le sous-financement de l'éducation, ajoutant que «les jeunes ne doivent pas seulement être entendus, ils doivent devenir une priorité».

Le CESE a une longue expérience des initiatives en faveur de la jeunesse, comme en témoignent sa désignation d'un délégué de la jeunesse à la COP et son événement annuel «Votre Europe, votre avis!». Le dispositif de sélection d'un délégué de la jeunesse à la COP, lancé en 2021, demeure unique en son genre à l'échelle de l'Union européenne et a récolté près de 500 candidatures cette année. (ks)



[Le CESE réclame l'adoption d'une stratégie visant à donner à la société civile les moyens d'agir dans toute l'Europe](#)

En juillet 2025, le Comité économique et social européen (CESE) a adopté un [avis](#) clé dans lequel il invite instamment la Commission européenne à élaborer une stratégie globale de l'UE visant à soutenir et protéger la société civile ainsi qu'à lui donner les moyens d'agir. Cette démarche s'inscrit dans un contexte de menaces croissantes envers les valeurs démocratiques et de rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile dans plusieurs États membres.

La stratégie proposée par le CESE repose sur trois piliers:

1. **un environnement sûr et propice**, assorti de protections et de garanties juridiques visant à prévenir l'érosion de l'espace civique;
2. **un financement durable et indépendant**, passant par un soutien financier accordé de manière flexible sur une base pluriannuelle et par la levée des obstacles juridiques et administratifs;
3. **une participation citoyenne renforcée**, par la voie d'un nouvel accord interinstitutionnel et d'une plateforme de la société civile hébergée par le CESE dans l'objectif de favoriser le dialogue sur la démocratie, les droits et l'état de droit.

«La société civile est une pierre angulaire de la démocratie. Nous devons veiller à ce qu'elle dispose de l'espace, des ressources et de la reconnaissance dont elle a besoin pour prospérer», ont déclaré les rapporteurs **Pietro Barbieri**, **Peter Schmidt** et **Christa Schweng**.

La plateforme proposée accueillerait des conférences annuelles, suivrait les progrès réalisés au moyen d'un tableau de bord et de rapports biennaux, et serait pilotée conjointement par la Commission européenne, le CESE et son groupe de liaison.

Se positionnant comme la «maison de la démocratie participative» de l'Union, le CESE appelle de ses vœux la tenue d'évaluations régulières avec la Commission, un engagement accru de la part du Parlement

européen et du Conseil, ainsi que des critères de référence clairs pour évaluer la qualité du dialogue civil.

L'avis affirme que la société civile a un rôle central à jouer dans le renouveau démocratique. En investissant dans un dialogue structuré et en donnant aux organisations de la société civile les moyens d'agir, l'Union européenne peut renforcer son caractère inclusif et sa résilience. (Im)



[Vers une Europe exempte de pauvreté: le CESE préconise une stratégie européenne globale de lutte contre la pauvreté](#)

Lors de sa session plénière de juillet 2025, le CESE a adopté un [avis](#) décisif qui exhorte la Commission européenne à élaborer une stratégie de lutte contre la pauvreté qui soit solide et fondée sur les droits. La pauvreté n'y est pas définie comme un effet secondaire économique, mais comme une injustice systémique et une violation des droits fondamentaux.

La stratégie préconise une approche multidimensionnelle, qui cible non seulement la privation matérielle, mais aussi les inégalités sociales, psychologiques et liées au genre. Elle propose des objectifs ambitieux, parmi lesquels la réduction de moitié de la pauvreté d'ici à 2030 et l'amélioration des instruments de mesure tels que AROPE et EU-SILC.

«Dans la région la plus riche du monde, 21 % des habitants sont exposés au risque de pauvreté: cette situation est extrêmement injuste et porte gravement atteinte à la dignité humaine. L'objectif de la stratégie européenne de lutte contre la pauvreté devrait donc être d'éradiquer la pauvreté, ici et maintenant!», a déclaré **Krzysztof Balon**, rapporteur.

«Les gouvernements nationaux doivent enfin assumer leurs responsabilités et redoubler d'efforts pour lutter contre la pauvreté. Le travail devrait constituer une base solide. C'est la raison pour laquelle nous demandons des politiques actives du marché du travail, des emplois de qualité et des salaires décents. Dans le même temps, il importe de garantir l'accès aux services d'intérêt général tels que l'eau, l'électricité, le logement et les soins de santé», a souligné **Sophia Reisecker**, corapporteuse.

Le CESE soutient la pleine mise en œuvre de la recommandation du Conseil relative à un revenu minimum adéquat et demande instamment que des mesures soient prises pour éviter le non-recours aux prestations en raison d'obstacles administratifs et numériques.

L'avis met en évidence l'augmentation de la pauvreté des travailleurs et plaide en faveur de salaires équitables, de contrats sûrs et de politiques du marché du travail inclusives. Il défend également l'apprentissage tout au long de la vie et l'égalité des chances dans le contexte des transitions écologique et numérique.

L'accès universel aux services est vital, tout comme le soutien à la garantie européenne pour l'enfance ou la stratégie européenne de lutte contre le sans-abrisme. Le Comité met en garde contre l'exclusion numérique et la précarité énergétique, appelant à des plans nationaux inclusifs.

Les vulnérabilités intersectionnelles liées au genre, à la migration, au handicap et à l'âge nécessitent de meilleures données et des garanties de lutte contre la discrimination. Le CESE s'oppose à la criminalisation de la pauvreté et demande l'égalité d'accès à la justice.

Pour garantir l'impact de la stratégie, le Comité propose de nommer un coordinateur européen de la lutte contre la pauvreté, de conjuguer financement et fiscalité progressive et d'associer les communautés concernées à l'élaboration des politiques.

Plus de 93 millions de citoyens européens sont exposés au risque de pauvreté. C'est pourquoi le Comité plaide en faveur d'une action audacieuse et coordonnée pour construire une Europe plus juste et plus inclusive. (Im)



[Le CESE propose une feuille de route pour alléger les pressions sur le coût de la vie et forger les conditions de la résilience](#)

Le CESE a adopté une série de recommandations pour faire face à la crise du coût de la vie en Europe, soulignant la nécessité d'agir simultanément en faveur d'une aide immédiate et de réformes destinées à s'inscrire dans le long terme. La hausse des factures énergétiques, la flambée des prix des denrées alimentaires et les logements inabordables frappent durement les ménages, ce qui met en lumière les faiblesses structurelles des systèmes économiques et sociaux européens.

Dans son [avis](#), qui s'insère dans un train de mesures plus large, le CESE plaide en faveur d'une action urgente de l'Union et de ses États membres pour protéger les groupes vulnérables, mettre en avant l'équité et conforter la résilience. *«L'inflation a certes commencé à ralentir, mais les prix restent nettement supérieurs aux niveaux d'avant crise. Le problème touche non seulement les plus vulnérables d'entre nous, mais aussi l'épine dorsale de notre société»*, a mis en garde **Thomas Kattnig**, rapporteur.

Le CESE fait valoir que le soutien à court terme doit se combiner à un changement structurel, en mettant en évidence cinq domaines clés: garantir l'accès aux services essentiels tels que le logement, l'énergie et la santé; réformer les marchés de l'énergie et supprimer progressivement les subventions allouées aux combustibles fossiles; reconstruire la base industrielle et la résilience de l'approvisionnement de l'Europe; simplifier la réglementation dans l'optique de réduire les coûts sans pour autant abaisser les normes; et enfin, fournir une aide sociale ciblée, y compris des régimes de revenu minimum et des subventions à la location.

C'est d'ailleurs au logement que l'avis donne la priorité, le rapporteur **Krzysztof Balon** préconisant une extension à grande échelle du logement abordable et du logement social, ainsi qu'à une plus grande souplesse des règles européennes en matière d'aides d'État. L'emploi et les compétences sont aussi essentiels à ses yeux, et il plaide en faveur de salaires équitables, de politiques inclusives, de soutien à l'économie sociale et de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Il croit aussi beaucoup à la nécessité d'une économie «*parée pour l'avenir*». Le rapporteur **Krister Andersson**, pour sa part, fait valoir que le renforcement du marché unique, la promotion des investissements et la gestion équitable des transitions écologique et numérique sont cardinaux, tant pour la compétitivité que la cohésion. (tk)



Rendre le logement de nouveau abordable: comment la politique de cohésion, le programme urbain et la société civile peuvent-ils y contribuer?

Face à la crise du logement en Europe, le CESE a appelé à une action urgente, en avertissant que la hausse des prix des logements, à la location comme à l'achat, nuit à l'inclusion sociale, à la mobilité de la main-d'œuvre et à la compétitivité économique. Dans un avis récent, il a fait valoir que le logement abordable devait devenir une pierre angulaire de la politique de cohésion de l'UE.

Dans l'Union, les prix des logements et les loyers ont augmenté de 48 % en moyenne entre 2015 et 2023, alors que les salaires n'ont pas du tout suivi. Ce sont désormais au-delà de 10 % des ménages urbains qui consacrent plus de 40 % de leur revenu disponible au logement. Avec les conséquences suivantes: de nombreux travailleurs n'ont pas les moyens de vivre à proximité de leur lieu de travail, et les pénuries de personnel s'aggravent dans des secteurs tels que les soins de santé, l'éducation et

les services publics.

«Le problème n'est pas seulement celui de l'accès au logement, mais aussi de l'accès à différentes possibilités», a déclaré **Elena Calistru**, rapporteure de l'avis. «Il nous faut un changement de paradigme dans la manière d'appréhender le logement, à savoir ne plus le considérer comme une marchandise, mais comme un pilier de la compétitivité, de l'inclusion et de la cohésion», a-t-elle ajouté. Le CESE met en garde contre le fait que, sans action décisive, les inégalités vont s'aggraver et la résilience régionale être mise à mal.

Si le logement reste largement une compétence nationale, le Comité appelle cependant à renforcer le rôle de l'UE grâce à la politique de cohésion, à une meilleure coordination des outils de financement, à des modèles financiers innovants et à un dialogue accru avec les autorités locales, les ONG et la société civile. Il salue des initiatives telles que la création de la task force pour le logement et le plan européen pour un

logement abordable, mais demande une participation plus large des parties prenantes.

L'avis est également favorable à un cadre qui, à l'échelle de l'UE, définit le logement abordable sous toutes ses formes, afin d'apporter de la certitude aux investisseurs et de faire en sorte que l'action politique réponde aux divers besoins régionaux. Pour l'avenir, le CESE souhaite que les investissements dans le logement constituent une priorité stratégique de la politique de cohésion pour l'après-2027, en mettant l'accent sur des logements durables et résilients face au changement climatique.

Le Comité recommande également de revoir les règles en matière d'aides d'État, d'élargir les instruments financiers et de réorienter les ressources non dépensées des plans nationaux pour la reprise et la résilience vers le logement. Selon lui, les investissements publics dans le logement abordable devraient être exclus des limites de déficit définies par l'UE.

Pour le CESE, le message est clair: le logement est une question d'équité, d'opportunité et de tissu social européen. Le logement abordable doit être appréhendé sous l'angle des droits fondamentaux et de la responsabilité partagée à tous les niveaux. (tk)



Déployer la richesse de l'Europe grâce à l'éducation financière et aux marchés des capitaux

Le CESE a adopté deux avis complémentaires qui visent à renforcer la résilience de l'Europe et son indépendance financière. En soutenant le projet de la Commission d'une union de l'épargne et des investissements et en appelant à redoubler d'efforts pour promouvoir la culture financière, le Comité insiste sur le fait que l'intégration des marchés et l'autonomisation des citoyens doivent aller de pair.

Le premier [avis](#), élaboré sous la conduite du rapporteur **Petru Sorin Dandea**, soutient la stratégie de la Commission visant à mobiliser la richesse inexploitée de l'Europe, plus de 10 000 milliards d'EUR sous forme de dépôts bancaires, et à l'orienter vers des investissements au profit des entreprises, de l'innovation et des infrastructures. Le CESE plaide en faveur d'une surveillance accrue, de règles harmonisées en matière de fiscalité et d'insolvabilité, et de produits d'investissement sûrs, transparents et rentables, en plus d'une Autorité européenne des marchés financiers aux pouvoirs renforcés.

Le deuxième [avis](#), rédigé par le rapporteur **Giuseppe Guerini**, est lui consacré à la culture financière en tant que chaînon manquant vers une union de l'épargne et des investissements. À peine 18 % des citoyens de l'Union affichent un niveau élevé de culture financière, et nombre d'Européens ne disposent donc pas des instruments nécessaires pour gérer leur argent, éviter les escroqueries et préparer leur avenir. Le CESE considère l'éducation financière comme un droit social et

souhaite la voir inscrite aux programmes scolaires et intégrée dans l'enseignement à destination des adultes, en se concentrant sur les groupes vulnérables, les jeunes, les personnes âgées et les nouveaux entrepreneurs.

Le Comité pense que si la confiance et la compréhension font défaut, les citoyens ne peuvent participer aux marchés financiers. Alors que la numérisation amène son lot de nouveaux risques, comme les influenceurs financiers et les escroqueries fondées sur l'intelligence artificielle, le CESE appelle à adopter un cadre réglementaire clair et à intensifier la lutte contre la fraude. La culture financière est en outre un moyen sûr de se préparer au vieillissement de la population et de s'assurer que les citoyens puissent gérer leurs retraites, leurs soins de longue durée et leur épargne.

Le CESE est d'avis qu'une meilleure éducation financière renforce l'inclusion en réduisant les inégalités et en autonomisant des groupes souvent laissés pour compte. Afin d'en mesurer le succès, il recommande de recourir à des indicateurs clés de performance tels que la hausse des investissements de détail et la réduction des coûts.

Pour le CESE, l'Europe doit investir non seulement dans les capitaux, mais aussi dans l'humain. Car sans culture financière, pas d'inclusion possible. Et sans inclusion, l'union de l'épargne et des investissements n'a aucune chance d'aboutir. (tk)



[Le CESE soutient l'instrument SAFE et plaide en faveur d'une stratégie de défense plus large de l'Union, ancrée dans la paix et la résilience](#)

Lors de sa session plénière de juillet, le Comité économique et social européen (CESE) a approuvé de nouvelles propositions de l'UE visant à renforcer la préparation de l'Europe en matière de défense, tout en soulignant l'importance de préserver les valeurs démocratiques et d'élaborer une stratégie à long terme pour la paix.

Dans un [avis](#) récemment adopté, le CESE exprime son soutien résolu à l'instrument «Agir pour la sécurité en Europe» (SAFE), conçu pour financer les acquisitions conjointes dans le domaine de la défense et renforcer l'industrie européenne dans ce même secteur. Il invite instamment les États membres à tirer pleinement parti de l'instrument SAFE, en soulignant sa capacité à stimuler les investissements dans les technologies de fabrication européenne, à améliorer la sécurité de

l'approvisionnement et à renforcer l'autonomie stratégique.

«Les initiatives européennes en matière d'industrie de la défense doivent de toute urgence renforcer la capacité de l'UE et de ses États membres à préserver la paix et la sécurité», a déclaré **Maurizio Mensi**, rapporteur du CESE.

L'instrument SAFE répond à l'instabilité géopolitique croissante et au besoin urgent d'accroître les capacités de défense de l'Europe d'une manière coordonnée et rentable. Le Comité souligne que le financement devrait combler les lacunes les plus urgentes dont souffrent les capacités tout en renforçant la base industrielle de l'Union européenne. Des systèmes complexes et de grande valeur devraient provenir de l'Europe afin de garantir le contrôle de la conception des produits ainsi que leur adaptabilité à long terme.

Le CESE est également favorable à une participation limitée des pays tiers à la passation conjointe de marchés, réservée aux partenaires ayant conclu des accords formels en matière de défense avec l'Union. À l'heure actuelle, l'Ukraine, la Norvège et le Royaume-Uni sont explicitement les bienvenus, tandis qu'une participation plus large est considérée comme un risque pour l'indépendance technologique de l'Europe.

Dans un deuxième [avis](#) intitulé «Livre blanc conjoint — préparation de la défense européenne à l'horizon 2030», le CESE plaide en faveur d'une action élargie, au-delà de l'instrument SAFE. Il insiste sur la nécessité d'une stratégie globale de l'Union en matière de défense, mettant en garde contre une flexibilité limitée des règles nationales régissant les dépenses qui pourrait engendrer des risques d'arbitrage entre les investissements dans le domaine de la défense et les politiques sociales essentielles. Il affirme que la sécurité doit aller de pair avec la résilience démocratique.

Le Comité invite dès lors instamment l'Union européenne à accélérer les travaux sur une politique de défense commune assortie d'une législation plus solide, d'un financement accru et d'une coopération plus étroite avec les partenaires mondiaux. Il appelle par ailleurs à une plus grande participation des instituts de recherche et à un soutien accru aux PME du secteur de la défense. La préparation dans le domaine de la défense doit s'inscrire dans un programme stratégique plus vaste incluant les infrastructures civiles, la résilience numérique et la cohésion sociale.

Ensemble, ces avis exposent une vision pragmatique et tournée vers l'avenir de la politique de défense de l'Union, axée sur la préparation et ancrée dans la paix, la démocratie et la responsabilité collective.

Marcin Nowacki, rapporteur de l'avis, a conclu en affirmant que «la montée des menaces et la guerre aux portes de l'Europe obligent l'Union à agir maintenant. La défense ne se limite pas à l'armement: elle comprend aussi l'innovation, l'industrie et la résilience. Nous devons construire notre propre technologie de défense en soutenant l'industrie et la recherche et en simplifiant les formalités administratives.». (gb)



Stimuler la productivité en faisant davantage entendre la voix des travailleurs

Le CESE plaide en faveur de syndicats plus forts afin d'aider l'Europe à combler son écart de productivité, en particulier par rapport aux États-Unis. Dans un [avis](#) récemment adopté, il fait valoir que la productivité ne consiste pas seulement à investir dans la technologie et le capital, mais aussi à donner aux travailleurs les moyens d'agir, à renforcer le dialogue social et à encourager l'innovation sur le lieu de travail.

Le CESE souligne que la productivité et la hausse des salaires ne sont pas incompatibles. La négociation collective, la consultation et la participation des travailleurs peuvent augmenter les performances des entreprises, les syndicats étant bien placés pour améliorer les pratiques et soutenir la formation.

«En associant les travailleurs à l'élaboration des décisions, nous ne nous contentons pas de protéger les droits, nous libérons aussi le potentiel», a déclaré **Philip von Brockdorff**, rapporteur. «Des syndicats plus forts peuvent aider les entreprises à innover, à réduire l'absentéisme et à retenir des travailleurs qualifiés.»

L'avis met en exergue le rôle positif des organes tels que les comités d'entreprise, qui favorisent la satisfaction au travail, augmentent les salaires et réduisent la rotation du personnel. Il préconise par ailleurs une coopération plus étroite entre les employeurs, les syndicats et les gouvernements a) pour développer des programmes de formation continue et de renforcement des compétences, en particulier dans les secteurs en mutation rapide, et b) pour fixer des critères de productivité qui privilégient la qualité, la durabilité et l'innovation plutôt que des économies de coûts à court terme.

Le CESE insiste sur le fait que les syndicats peuvent contribuer directement à des structures salariales plus équitables, à la stabilité des emplois et à des solutions aux difficultés que connaît le marché du travail, telles que l'inadéquation des compétences et une mobilité limitée. Il est primordial de reconnaître qu'ils soutiennent l'adaptation de la main-d'œuvre à l'évolution technologique et à la numérisation.

Le Comité conclut par un message clair:

à l'heure actuelle, dans une économie mondiale compétitive, les travailleurs ne sont pas un coût qu'il faut réduire, mais bien une ressource qui doit être valorisée. Le dialogue, la participation et le partenariat rendent les syndicats indispensables pour garantir des salaires équitables, des emplois de qualité ainsi qu'une croissance durable. (tk)



Le CESE appelle à repenser le processus législatif de l'Union européenne à l'ère numérique

Le CESE est le premier organe européen à formuler des recommandations concrètes sur l'utilisation des outils numériques pour améliorer le processus législatif — un domaine encore miné par l'opacité et la complexité.

Le Comité économique et social européen (CESE) a adressé une série de recommandations aux institutions européennes en vue d'une utilisation responsable des outils numériques dans l'élaboration des politiques.

Dans un [avis](#) adopté lors de sa session plénière de juillet, le CESE demande que les avantages de technologies telles que l'intelligence artificielle (IA) et l'automatisation soient exploités à des fins de transparence et d'efficacité, tout en les assortissant de solides garde-fous contre les discriminations, biais et autres inexactitudes pouvant entacher

le processus législatif.

Cette approche pourrait considérablement améliorer la cohérence juridique, réduire les obstacles au marché unique et les charges administratives et, surtout, renforcer le respect des règles et accroître la confiance dans les institutions publiques.

«À l'ère de l'informatique en nuage et de l'IA, il est paradoxal que le fonctionnement des mécanismes législatifs européens repose encore sur des conceptions héritées de l'époque napoléonienne», déplore **Alena Mastantuono**, rapporteure de l'avis.

Au fil des décennies, les lois se sont accumulées, créant une charge administrative involontaire et donnant lieu à un système de plus en plus opaque.

Les chiffres montrent que l'Union européenne génère chaque année 18 000 pages de nouvelle législation contraignante. Il faudrait au citoyen lambda environ 720 heures par an pour lire tous ces textes juridiques, soit l'équivalent de deux heures par jour. Pour la seule année 2022, les coûts administratifs récurrents dans l'ensemble de l'Union ont été estimés à 150 milliards d'euros.

M^{me} Mastantuono insiste sur le fait que le CESE est le premier organe européen à définir la manière dont les outils numériques devraient être utilisés dans le processus législatif: «Le CESE propose des solutions et formule des recommandations pour faire évoluer le processus législatif européen, en tirant parti des outils numériques et en recensant plus efficacement les obligations juridiques.»

«Le droit de l'Union devrait faire l'objet d'un réexamen général, centré sur les citoyens et fondé sur les données. Nous devons veiller à ce que les lois restent adaptées à leur finalité — pour les citoyens, pour les PME et pour l'environnement», estime le corapporteur, **Tymoteusz Zych**.

Le CESE recommande que tous les nouveaux actes juridiques — qu'ils soient adoptés aux niveaux européen, national, régional ou local — s'accompagnent d'un résumé concis et aisément compréhensible de ce qu'ils exigent. Ces résumés, rédigés par des régulateurs afin d'en garantir l'exactitude et la clarté, devraient

également respecter un format compatible avec les outils numériques. Cela permettrait l'intervention de l'intelligence artificielle — pour détecter des chevauchements, des incohérences ou des lacunes, en reliant les règles connexes et en pointant les interactions entre différentes normes juridiques. Le même exercice devrait être appliqué à la législation existante, afin de la rendre plus accessible au public.

Une autre recommandation consiste à créer une plateforme numérique unifiée et interopérable de l'Union pour l'élaboration de la législation, qui permettrait de centraliser les textes et les métadonnées, de réaliser des contrôles de cohérence en temps réel et d'utiliser un langage harmonisé. (II)



[Le CESE presse l'Union européenne d'agir en faveur d'un avenir équitable et compétitif pour le secteur automobile](#)

Le Comité économique et social européen (CESE) a récemment adopté un [avis](#) dans lequel il salue le plan d'action industriel de la Commission européenne, qui vise à aider l'industrie automobile de l'Union à traverser une période de profondes mutations. La transition vers des véhicules plus propres et plus numériques doit être organisée de manière à protéger les emplois, soutenir les entreprises et s'assurer qu'aucun travailleur ni aucune région ne soit laissé pour compte.

Le secteur automobile représente quelque 3,5 millions d'emplois directs et 4,5 millions de postes indirects, et affichait un excédent commercial de près de 90 milliards d'EUR en 2024. Il est cependant confronté à des mutations technologiques rapides, à l'évolution des attentes des consommateurs et à une concurrence mondiale accrue.

«Le secteur automobile passe du matériel au logiciel, de la mécanique à l'électronique et des motorisations conventionnelles aux motopropulseurs électriques. L'industrie automobile doit saisir les possibilités qu'offre la transformation écologique et numérique de l'écosystème automobile et en faire des atouts concurrentiels», explique le corapporteur **Guido Nelissen**.

Si le CESE soutient les objectifs climatiques de l'Union, il souligne néanmoins l'importance d'assortir la transition vers des véhicules à émissions nulles de mesures sociales et économiques fortes. Il appelle à l'élaboration d'une stratégie européenne axée sur le développement des compétences, l'innovation, les infrastructures et l'économie circulaire, en accordant une attention particulière aux PME, qui constituent l'épine dorsale de la chaîne d'approvisionnement. Une reconversion à grande échelle, soutenue par des fonds de l'Union tels que le Fonds social pour le climat, sera essentielle pour éviter les perturbations. Le Comité propose ainsi un passeport européen des compétences et une coopération renforcée entre l'industrie et l'enseignement.

Si l'innovation constitue un atout essentiel du secteur automobile, 15 % de sa valeur ajoutée étant investie dans la R&D, l'Europe reste à la traîne en ce qui concerne les logiciels et les technologies numériques. Le CESE appelle dès lors à augmenter les investissements dans les batteries, les véhicules autonomes et connectés et des normes logicielles communes.

Il insiste également sur la nécessité d'une meilleure coordination des politiques d'électrification, notamment en ce qui concerne l'accélération du déploiement des infrastructures de recharge, l'intégration des réseaux intelligents et le soutien au secteur de la réparation et de l'entretien.

Le Comité évoque pour finir les pressions commerciales et les importations en provenance de Chine, qui mettent en péril la compétitivité de l'Union. Il appelle à une défense commerciale renforcée, à la relocalisation de parties essentielles et à la conclusion de nouveaux accords commerciaux durables. (gb/dm)



La table ronde de Bratislava marque une étape vers l'intégration du test jeunesse dans l'élaboration des politiques nationales

Le 29 juillet dernier, une table ronde organisée à Bratislava a réuni des responsables d'organisations de jeunesse, des décideurs politiques et des représentants de la société civile afin d'explorer la possibilité d'intégrer le [test jeunesse des politiques publiques de l'UE](#) dans le processus décisionnel en Slovaquie. Mis au point par le CESE en 2024, ce test jeunesse évalue quels seront les effets d'une législation sur les jeunes et encourage leur participation structurée à l'élaboration des politiques. Le test jeunesse des politiques publiques de l'UE a fait l'objet d'un [débat de haut niveau](#) durant la dernière session plénière du CESE en juillet.

La manifestation de Bratislava, organisée conjointement par le CESE et le Bureau de liaison du Parlement européen en Slovaquie, a marqué une étape essentielle en adaptant cette initiative européenne à l'échelle d'un pays. Plus de 30 participants ont discuté des obstacles et possibilités d'un déploiement du test jeunesse au niveau des ministères et agences slovaques.

«Nous devons veiller à ce que les jeunes ne soient pas seulement un groupe cible, mais aussi des participants pleinement engagés dans la conception de politiques tournées vers l'avenir», a expliqué **Miroslav Hajnoš**, membre du CESE et co-organisateur de la table ronde de Bratislava.

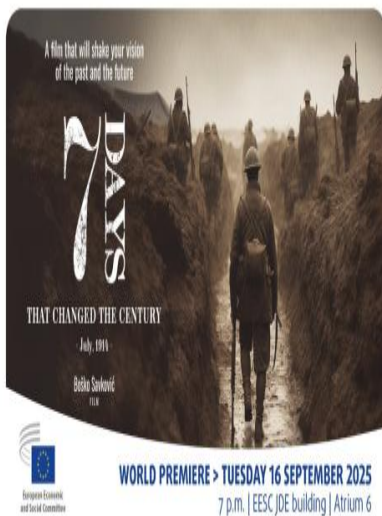
Selon **Lucia Yar**, députée au Parlement européen, «les jeunes sont des experts de leur vécu, et nos politiques devraient refléter la réalité de leur situation — future, mais aussi actuelle».

Ján Hrinko, secrétaire d'État au ministère de l'éducation, a insisté sur le fait que la participation des jeunes renforce la légitimité politique. Un acteur influent de la société civile, **Juraj Lizák**, a quant à lui loué les

mérites du test jeunesse pour consolider la collaboration entre les organisations de terrain et les institutions.

Le test jeunesse des politiques publiques de l'UE repose sur trois piliers: une consultation constructive, une analyse d'impact et l'atténuation des effets négatifs. Il a d'ores et déjà influencé d'autres organes européens, en inspirant des initiatives telles que l'évaluation d'impact du point de vue des jeunes de la Commission européenne. Depuis son lancement, 40 avis du CESE ont été passés au crible du test jeunesse — dont 27 avec succès — avec le soutien d'un réseau de plus de 70 organisations de jeunesse.

La table ronde de Bratislava a suscité une forte mobilisation, même au cœur de l'été, renforçant encore toute la pertinence de la participation des jeunes. D'autres projets d'activités conjointes visant à renforcer la participation démocratique sont en préparation. (Im)



[Le CESE offre un espace de réflexion sur le passé et le présent de l'Europe par la voie d'un film](#)

Le mardi 16 septembre, le CESE accueille la projection en première mondiale du documentaire «7 Days That Changed the Century» (Sept journées qui ont changé le siècle), réalisé par **Boško Savković**, cinéaste et personnalité serbe.

Ce film puissant, qui donne à réfléchir, se penche sur le début et la fin de la Première Guerre mondiale et montre en quoi les décisions prises en 1918 continuent de façonner le monde d'aujourd'hui. S'appuyant à la fois sur des archives historiques et sur des documents récemment mis au jour, M. Savković présente un récit convaincant qui bouscule les spectateurs et les pousse à réfléchir à l'héritage durable de la Grande

Guerre.

En accueillant cette première mondiale, le CESE démontre son engagement continu à promouvoir le dialogue et les valeurs démocratiques et à mettre en avant l'unité européenne. Cette démarche s'inscrit en outre dans le droit fil des efforts qu'il déploie pour soutenir les initiatives invitant à aborder d'un regard critique l'histoire de l'Europe et ses enseignements pour les générations futures.

NOUVELLES DES GROUPES



À l'heure où sa compétitivité est mise à l'épreuve, l'Europe doit accélérer le rythme de sa transformation

Par Stefano Mallia, président du groupe des employeurs du CESE

Lorsqu'il a présenté l'année dernière son rapport sur la compétitivité européenne, Mario Draghi a lancé une mise en garde: l'Europe doit entreprendre des réformes radicales sous peine d'entrer dans une spirale de déclin. Un an plus tard, la question reste d'actualité: avons-nous changé de cap?

La Commission a placé à juste titre la prospérité et la compétitivité en tête de son programme pour 2025. Des initiatives telles que le pacte pour une industrie propre, le projet de Fonds européen pour la compétitivité ou InvestAI montrent que l'Union ne reste pas les bras croisés. Elle rationalise en outre sa réglementation au moyen de six «trains de mesures omnibus», qui portent sur des domaines allant de la défense à la publication d'informations en matière de durabilité.

Ces démarches relèvent cependant d'une politique des petits pas si on les compare à la transformation qu'appelle de ses vœux M. Draghi. L'union des marchés des capitaux n'a toujours pas été mise en œuvre, l'épargne est placée à l'étranger et les jeunes entreprises peinent à se développer. L'Europe ne dispose pas d'un moteur d'innovation sur le modèle de l'Agence pour les projets de recherche avancée en matière de défense (DARPA) existant aux États-Unis, tandis que la réforme de la gouvernance, pourtant essentielle pour accélérer la prise de décision, est restée lettre morte.

Dans le même temps, l'environnement mondial est entré dans une dynamique plus dure. Les États-Unis engagent un virage protectionniste, la Chine intensifie sa stratégie industrielle menée sous la houlette de l'État et les guerres fracturent les chaînes d'approvisionnement. L'Europe risque de rester un bloc grand mais impuissant, incapable de convertir en influence sa richesse cumulée. Les entreprises en paient déjà le prix: les jeunes pousses s'exilent dans l'espoir de décrocher des financements plus généreux aux États-Unis, les PME restent fragmentées et les sociétés les plus grandes hésitent à investir. Le déclin ne prend pas la forme d'un effondrement, mais d'une fuite constante des capitaux, des talents et des possibilités.

La solution d'avenir passe par une accélération et non une hésitation. Quatre priorités ressortent en particulier: faire de la compétitivité le principe directeur de l'élaboration des politiques, transformer l'épargne en actions productives, achever le marché unique, et engager une véritable révolution sur le front des compétences.

Le discours de la présidente von der Leyen sur l'état de l'Union est l'occasion d'insister sur l'urgence de la situation. Les entrepreneurs et investisseurs attendront des résultats concrets: une baisse des dépenses administratives, une expansion facilitée pour les PME, ainsi qu'une intensification des flux de capitaux vers les investissements productifs. En l'absence d'une telle évolution, les stratégies ne suffiront pas à elles seules à rétablir la confiance.



L'Europe en proie aux incendies: nous devons trouver les moyens de réagir

Par le groupe des travailleurs du CESE

Cet été, la cruelle réalité des incendies de forêt a de nouveau donné un tour extrêmement concret au débat sur la «préparation» et «l'état de préparation» de l'Europe. Au-delà du jargon quelque peu abscons utilisé par les instances de l'Union européenne, nos sociétés restent marquées par de dures réalités, qui posent des problèmes tangibles et urgents à traiter.

À la date du 27 août 2025, [le nombre d'hectares partis en fumée dans l'ensemble de l'Union européenne s'élevait à plus d'un million, soit près de cinq fois plus qu'en 2024](#). Du fait des sécheresses prolongées et des températures et conditions météorologiques extrêmes, le bilan humain est d'ores et déjà encore plus lourd que lors d'un été ordinaire, en

particulier dans le sud de l'Europe, avec notamment le décès de pompiers professionnels et volontaires qui étaient en première ligne pour lutter contre les incendies.

Le changement climatique est déjà bien visible, avec des effets qui se renforcent d'eux-mêmes. Les 38,68 Mt de CO₂ dégagées jusqu'à présent par les incendies équivalent aux émissions annuelles de plus de huit millions de voitures. Cela montre, s'il fallait encore le prouver, qu'adopter des politiques en matière de changement climatique n'est pas une option: ses conséquences sont déjà bien présentes.

La question va néanmoins au-delà du simple changement climatique: après des années d'austérité, de coupes budgétaires et de myopie et chamailleries politiques, les pays de l'Union se trouvent dans un mauvais état de préparation, y compris pour faire face à des conditions normales en matière d'incendies de forêt — sans parler des phénomènes exceptionnels, qui, à une vitesse alarmante, tendent à devenir la norme. [Si la solidarité manifestée au niveau de l'Union sous la forme d'un partage des ressources s'avère très positive](#), il n'en reste pas moins que la capacité opérationnelle des services d'urgence se trouve très affaiblie, du fait du degré de fragmentation politique au sein des États membres, du manque de ressources et de personnel, ainsi que des querelles intestines constantes dans la vie politique.

À mesure que le changement climatique s'aggrave et que les débats budgétaires s'intensifient, en particulier en ce qui concerne les dépenses de défense, il importe plus que jamais de reconnaître la nécessité de prévoir des effectifs et des ressources suffisants pour les pompiers et tous les travailleurs intervenant en situation d'urgence. Avec la récurrence des épisodes, ces forces se révèlent vitales en temps de crise, comme nous l'avons vu pendant la pandémie, mais trop souvent, on leur prête un hommage de pure forme avant de les oublier dès que la crise est passée.

Publication d'une nouvelle étude du CESE consacrée au dialogue civil

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

Les institutions européennes devraient élaborer conjointement des lignes directrices harmonisées en matière de dialogue civil. La conclusion d'un accord interinstitutionnel pourrait y contribuer, en permettant par exemple d'attribuer des rôles et des objectifs distincts à chaque institution selon ses compétences. Les institutions de l'Union doivent en outre résoudre les problèmes de capacité qui empêchent les organisations et les institutions de la société civile de s'engager pleinement dans le dialogue.

Voilà quelques-unes des principales recommandations d'une **nouvelle étude du CESE** publiée le 16 juillet sous le titre «[Cartographie des pratiques de dialogue civil au sein des institutions de l'UE](#)». Cette étude, commandée par le [groupe des organisations de la société civile](#), a été réalisée par le **Centre d'études de la politique européenne** (CEPS). Deux de ses coauteurs, **Berta Mizsei** et **Timothy Yeung**, en ont présenté les principales conclusions et recommandations lors de la manifestation organisée à l'occasion de sa publication.

Séamus Boland, président du groupe des organisations de la société civile, a expliqué que son groupe avait commandé cette étude car il était indispensable de disposer d'une vue d'ensemble des pratiques actuelles pour faire progresser le dialogue civil d'une manière efficace, durable et inclusive au niveau de l'UE.

Si l'étude fait état d'une intensification du dialogue civil au cours des dix dernières années, elle souligne aussi la persistance de certains défis: «L'étude sur les pratiques actuelles en matière de dialogue civil au sein des institutions de l'UE montre que ces institutions et les services qui les composent ont encore des conceptions variables de ce qui constitue un dialogue structuré avec la société civile. Elles le mettent en place selon

des modalités différentes et il arrive parfois que le dialogue civil, les initiatives de démocratie directe et les représentants élus soient perçus comme se faisant concurrence.»

L'étude ne se contente pas de faire le point sur les pratiques de dialogue civil, elle formule également des recommandations concrètes concernant les prochaines étapes. Les coauteurs, M^{me} Mizsei et M. Yeung, se sont exprimés en ces termes: «Nous souscrivons aux appels qui ont été lancés pour que l'Union, y compris le CESE, s'accorde sur une définition du dialogue civil et établisse des lignes directrices pour sa mise en œuvre, cette démarche devant aboutir à un accord interinstitutionnel sur le dialogue civil. Ces lignes directrices pourraient être intégrées dans la boîte à outils pour une meilleure réglementation afin de refléter la nature unique de ce dialogue.» L'accord en question pourrait également assigner des rôles et des objectifs à chaque institution en fonction de ses compétences et harmoniser les initiatives existantes.



Mapping civil dialogue practices
in the EU institutions



La publication de l'étude du CESE intervient à un moment crucial, alors que la Commission européenne s'est engagée à renforcer le dialogue avec la société civile et à mieux la protéger dans les travaux qu'elle mènera au cours de son mandat 2024-2029. En outre, la société civile est confrontée à de nombreux enjeux dans un contexte de mutations géopolitiques et socio-économiques.

Découvrez le [communiqué de presse](#) complet sur cette étude.

L'étude et sa synthèse sont disponibles sur le [site web du CESE](#).

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



© Homeless World Cup

UN BALLON POUR UN MILLIER DE RÊVES — UTILISER LE POUVOIR DU FOOTBALL POUR METTRE FIN AU SANS-ABRISME

Depuis 2023, la [Homeless World Cup Foundation](#) transforme le sort des sans-abri grâce au football. Sa mission? Utiliser ce sport pour venir en aide aux personnes sans abri, les inciter à changer le cours de leur vie et faire évoluer les mentalités à leur égard. Association caritative enregistrée en Écosse, la fondation gère un réseau mondial de quelque 70 organisations de terrain, qui voient leur travail acharné tout au long de l'année triompher lors de la Coupe du monde des sans-abri, le tournoi international de référence pour le football de rue féminin et masculin. Ce mouvement, qui a déjà permis d'aider plus d'un million d'individus dans le monde, a inspiré le film [The Beautiful Game](#) («Le Beau jeu»), diffusé sur Netflix.

CESE info s'est entretenu avec Mel Young, cofondateur et président de la fondation, au sujet de ce mouvement extraordinaire.

Comment la Homeless World Cup Foundation a-t-elle fait du football un instrument d'inclusion sociale et quels types de changements avez-vous observés sur le terrain?

Notre fondation se sert du football comme d'un puissant outil universel pour établir des liens avec des personnes en situation de sans-abrisme ou d'exclusion sociale. En participant à des séances d'entraînement structurées et, par la suite, à la Coupe du monde des sans-abri, qui est un tournoi mondial, les joueurs refont le plein de confiance, acquièrent une discipline, se reconnectent aux autres et commencent souvent à aller de l'avant.

Sur le terrain, nous sommes témoins d'évolutions remarquables: des personnes qui guérissent d'une addiction, trouvent un logement stable, poursuivent des études ou décrochent un emploi. Beaucoup de joueurs nous rejoignent ensuite en tant que bénévoles, entraîneurs ou mentors, et contribuent à leur tour au cheminement d'autres personnes en difficulté. Le football offre un sentiment d'appartenance et de routine, ce qui fait souvent défaut dans la vie des sans-abri.

L'un de vos objectifs est de bousculer les mentalités à l'égard du sans-abrisme. Avez-vous constaté un changement de perception à la suite de votre travail?

Oui, tout à fait. En mettant en avant les talents, la résilience et l'humanité des personnes sans abri, la Coupe du monde des sans-abri bouscule les stéréotypes souvent négatifs qui leur collent à la peau. Quand les spectateurs, les médias et les collectivités voient des joueurs représenter leur nation, unis par le football, cela humanise le problème d'une façon aussi unique que puissante.

Nous avons observé des changements dans la manière dont les collectivités locales, les médias et les décideurs politiques abordent le sujet du sans-abrisme, en mettant de côté les reproches et la stigmatisation pour laisser place à l'empathie, au soutien et à l'action. Le tournoi sert non seulement de tremplin pour les joueurs, mais aussi de vecteur de changement social.

Nous avons lancé l'initiative «Cities Ending Homelessness» en 2023 avec un objectif ambitieux: réunir des décideurs politiques, des acteurs de l'innovation sociale, des personnes ayant un vécu à partager et des universitaires de tous bords pour trouver des issues au sans-abrisme. À Oslo, nous avons organisé un forum durant les 7 jours du tournoi.

Quels types de structures d'aide sont mis en place pour les joueurs, une fois le tournoi terminé? Comment les aidez-vous à rester connectés et engagés tout au long de l'année?

Le tournoi n'est qu'une partie d'un mouvement plus large. Chaque pays membre (équipe et joueurs) du réseau «Homeless World Cup» s'emploie tout au long de l'année à soutenir les joueurs grâce à des programmes d'aide au logement, d'éducation, de parcours professionnel, de soutien à la santé mentale et de désintoxication.

Après le tournoi, les joueurs restent souvent connectés par le biais des ligues locales ou des possibilités de volontariat, ou encore en endossant le rôle d'ambassadeurs. Certains rejoignent nos effectifs, deviennent entraîneurs ou membres des futures délégations aux tournois. Le réseau veille à ce que la participation au tournoi ne sonne pas la fin du parcours, mais serve au contraire de tremplin pour une transformation à long terme.

Votre réseau peut s'appuyer sur une assise solide au sein de la société civile. Pourriez-vous nous dire comment les organisations locales contribuent à rendre possible la participation au tournoi?

Nos organisations partenaires locales, qui sont actives dans les 70 pays membres du réseau à travers le monde, sont au cœur du mouvement. Elles proposent des programmes de terrain au sein de leurs collectivités, identifient et soutiennent les joueurs, leur offrent un accompagnement et leur permettent d'acquérir des compétences personnelles et sociales, de même qu'elles gèrent toute la préparation inhérente à l'envoi d'une équipe à la Coupe du monde des sans-abri.

Ces organisations saisissent les enjeux propres à leur contexte local et veillent à un soutien pérenne. Elles sont également essentielles pour maintenir des relations à long terme avec les joueurs et assurer une continuité bien au-delà du tournoi. Sans nos pays membres et le travail qu'ils accomplissent, la Coupe du monde des sans-abri ne serait tout bonnement pas possible.

D'après votre expérience, que pourraient faire les institutions européennes ou les États membres pour soutenir davantage les initiatives d'inclusion par le sport?

Tout d'abord, il faut infléchir la vision politique quant au rôle du sport en tant que moteur de changement. Au départ, lorsque nous avons lancé la Coupe du monde des sans-abri, personne ne comprenait pourquoi nous utilisions le football comme levier pour changer la vie des plus marginalisés. Nous avons cependant prouvé d'année en année que cette approche a des bienfaits inestimables et à grande échelle. D'autres ONG actives dans le secteur du «sport au service du développement» peuvent, elles aussi, amplement démontrer à quel point ce travail peut être couronné de succès.

Il s'agit de recueillir les preuves et témoignages qui étayent cette réussite dans l'ensemble du secteur. Ensuite, il faut insuffler un changement de politique pour convaincre les gouvernements d'inclure des initiatives de «sport et développement» dans leurs plans de lutte contre la pauvreté et la marginalisation.

Par ailleurs, le sport doit être intégré plus largement dans d'autres domaines d'action. Il arrive trop souvent que ce secteur se retrouve isolé et sous-financé car il est uniquement perçu sous l'angle de la performance de haut niveau; or le sport a bien plus à offrir. Par exemple, il devrait être intégré dans les services de santé puisque, là aussi, ce ne sont pas les preuves qui manquent pour démontrer que le sport incite les gens à rester actifs, ce qui est bien meilleur pour la santé et réduit en conséquence la pression sur les budgets publics. Le sport devrait faire partie intégrante de chaque aspect d'une politique gouvernementale.

Mel Young est un entrepreneur social en série, qui a créé la Coupe du monde des sans-abri en 2003, avec Harald Schmied. Président de la Homeless World Cup Foundation, il est co-auteur du livre [Home Game](#), paru en 2017, qui raconte l'histoire du mouvement et a inspiré le film «Le Beau jeu», diffusé sur Netflix. Passionné par le pouvoir transformateur du sport, il a lancé diverses initiatives sociales au fil des ans.



© Andreas Haubjerg

SOYEZ VOUS-MÊME

Diana Magling est le visage de l'exposition photographique *To Belong* («Appartenir») du photographe danois Andreas Haubjerg, actuellement présentée au CESE, qui capture avec force les réalités des personnes porteuses d'un handicap. Diana, productrice de contenus passionnée, travaille pour TV Glad, la première chaîne de télévision danoise à être gérée par des personnes handicapées pour les personnes handicapées, au nom de laquelle elle interviewe des célébrités danoises pour le programme populaire *En Særlig Samtale* («Une conversation spéciale»). Lors d'un échange avec *CESE info*, Diana nous a confié ce qui lui donne le sentiment d'«appartenir», précisément, à la société et expliqué ce qu'il conviendrait de faire pour que les personnes porteuses d'un handicap se sentent entendues et comprises.

Qu'est-ce qui vous a conduit à travailler pour TV Glad?

Dans mon ancienne école, je n'étais pas bien traitée. L'endroit n'était pas fait pour moi. C'est alors que mon père a découvert TV Glad, pour laquelle je travaille avec grand bonheur depuis lors.

Comment est née l'idée d'*En Særlig Samtale* [Ndr: une série d'entretiens menés par Diana]?

Il existe une entreprise de médias appelée Strong Productions, qui collabore avec DR, la société publique danoise de radiodiffusion. TV Glad s'est associée à elle. Ensemble, elles réalisent des entretiens qui font l'objet d'une préparation minutieuse destinée à connaître la personne interrogée. Ces entretiens s'inscrivent dans une démarche bienveillante et respectueuse.

Certains entretiens réalisés pour *En Særlig Samtale* vous ont-ils particulièrement marquée?

Oui, plusieurs. J'ai notamment été particulièrement touchée par l'échange que j'ai eu avec le célèbre chanteur danois Thomas Helmig. Il avait perdu son fils six mois auparavant, et notre entretien était la première fois qu'il se confiait à ce sujet.

Pensez-vous que votre personnalité et votre parcours donnent une touche particulière à vos entretiens? Les gens s'ouvrent-ils davantage à vous?

Oui, c'est tout à fait le cas. Cela fait une différence. J'obtiens des réponses qu'on ne trouve pas ailleurs.

Vous avez déclaré que TV Glad vous donnait un sentiment d'appartenance. Devrait-il y avoir davantage de projets de ce type en Europe?

Oui, mille fois oui! Ce serait à la fois fabuleux et tellement important. Des projets tels que TV Glad aident les personnes présentant des besoins spécifiques à être entendues et comprises.

De tels projets contribueraient-ils à combler le fossé qui sépare les personnes présentant des besoins spécifiques et le grand public?

Oui, sans aucun doute.

Des projets tels que TV Glad devraient-ils recevoir davantage de soutien direct de la part de l'UE?

Oui, absolument. Je n'ai jamais constaté la moindre implication claire de l'UE au cours de ma carrière. Si elle existe, elle n'était pas visible.

Si vous pouviez vous adresser directement aux dirigeants de l'UE, que leur diriez-vous?

Je leur dirais d'écouter et de respecter les personnes présentant des besoins spécifiques. Le plus important, c'est de mieux nous comprendre.

Vous avez évoqué le fait que les gens ne comprenaient pas votre situation à l'école. Les établissements scolaires devraient-ils en faire davantage pour soutenir les élèves présentant des besoins spécifiques?

Absolument. Je vivais dans l'angoisse, j'ai fait deux crises de panique et j'ai même commencé à perdre mes cheveux parce que je n'étais pas écoutée. Les enseignants doivent comprendre que certains besoins ne sont pas visibles. Ils doivent être réellement à l'écoute de leurs élèves.

La photo de vous qui est présentée dans le cadre de l'exposition marque les esprits. Que ressentez-vous à l'idée de savoir qu'elle sera vue par tant de monde?

C'est épatant. Les gens viennent vers moi pour me parler de cette photo. Elle est très forte sur le plan émotionnel, et je suis absolument ravie qu'elle soit exposée au CESE.

Sur la photo, vous serrez quelqu'un dans vos bras. Quelle est l'histoire qui se cache derrière ce cliché?

Il s'agissait d'un moment très particulier. La personne que je serre dans mes bras est porteuse du syndrome de Tourette et ne voulait pas être touchée par qui que ce soit. Mais elle m'a permis de l'enlacer, ce qui signifiait beaucoup.

Vous êtes une fan absolue du Grand Prix Melodi, l'épreuve danoise qui détermine qui représentera le pays au concours Eurovision de la chanson. Quels sont les aspects que vous appréciez?

C'est tellement important pour moi! Je suis une grande admiratrice de Roberto Bellarosa. J'aime la musique, les costumes — c'est une soirée phénoménale qui ne s'arrête jamais.

Pensez-vous que la culture joue un rôle dans l'intégration des personnes présentant des besoins spécifiques?

Bien sûr, elle joue un rôle fondamental.

Avez-vous l'impression de servir de modèle actuellement?

[En souriant:] Oui, je pense que j'en suis un. Mais j'espère pouvoir servir d'exemple à tout le monde.

Quel message souhaiteriez-vous transmettre à ceux qui se sentent exclus ou qui ont vécu des expériences similaires à la vôtre?

Soyez vous-même. Tout simplement: soyez vous-même.

Diana Magling, 24 ans, est une présentatrice danoise de télévision active dans les secteurs du journalisme, de la représentation culturelle et de la narration inclusive. Elle est porteuse du syndrome de Williams, une maladie génétique rare. L'exposition de clichés du photographe danois Andreas Haubjerg, dans laquelle figure également Diana, se tiendra au CESE jusqu'au 19 septembre. Son lancement marque le début de la présidence danoise du Conseil de l'UE.



The voice of blind and partially sighted people in Europe

BICENTENAIRE DU BRAILLE, UNE INVENTION BRILLANTE À L'IMPORTANCE INCONTESTABLE

L'année 2025 marque le bicentenaire du braille, une invention révolutionnaire qui a radicalement changé la vie des personnes aveugles et malvoyantes en leur donnant accès à l'alphabétisation et aux connaissances, et en les rendant plus autonomes. Créé en 1825 par Louis Braille, un jeune Français aveugle de 16 ans, ce système d'écriture tactile à points saillants demeure incontournable malgré la rapidité des progrès technologiques. Il reste néanmoins urgent d'en étendre l'utilisation dans l'espace public et de l'inclure dans la conception universelle, de l'emballage des produits aux transports, en passant par les différents lieux du quotidien. En plus d'une célébration, ce bicentenaire est donc aussi un appel à l'action, comme l'expliquent Reiner Delgado, Judit Gombás et Michal Tkáčik, de l'[Union européenne des aveugles](#).

Le bicentenaire du braille offre une occasion précieuse non seulement de nous pencher sur les bouleversements qu'il a entraînés dans la vie des personnes aveugles, mais aussi d'évaluer l'utilisation qui en est faite de nos jours et d'explorer des pistes pour la renforcer à l'avenir. Le braille s'écrit à la main à l'aide d'une tablette et d'un poinçon ou d'une machine à écrire mécanique. Il peut également être associé à des technologies modernes comme les embosseuses électroniques, les plages braille et les afficheurs tactiles multilignes pour ordinateurs et smartphones. Les caractères braille sont embossés sur papier, imprimés au moyen d'appareils à impression UV ou 3D, ou encore réalisés par fraisage à commande numérique. Deux cents ans après l'invention du braille, les possibilités n'ont jamais été aussi nombreuses.

L'apprentissage de la lecture et de l'écriture en braille est tout aussi important pour le développement cognitif des enfants aveugles que celui pratiqué avec les caractères imprimés chez les enfants voyants. C'est au niveau de l'exposition qu'une différence fondamentale apparaît. Les enfants voyants sont entourés de lettres et de mots: sur leurs jouets, dans leurs livres, sur les emballages alimentaires, dans les jeux et à la télévision. Pour eux, la lecture est quelque chose de naturel et de permanent, qui va de soi et constitue la base de tout ce qu'ils apprendront en grandissant. À l'inverse, les utilisateurs du braille ont un accès beaucoup plus limité à l'écrit. Les documents en braille sont bien plus rares que les livres traditionnels, les

emballages ne comportent pratiquement jamais de mentions en braille et, en général, la mesure dans laquelle un enfant est en contact avec le braille dépend en grande partie des efforts déployés par ses proches ou des institutions spécialisées.

Grâce aux outils traditionnels et aux technologies modernes, les enfants aveugles et voyants se trouvent aujourd'hui sur un pied d'égalité dans l'enseignement, les travailleurs aveugles sont tout aussi efficaces, si ce n'est plus dans certains cas, que leurs collègues voyants, et les personnes aveugles prennent leur place dans la vie sociale et politique. Une formation solide et le recours à des dispositifs modernes leur permettent d'accéder à l'information, de créer du contenu et de communiquer de différentes manières, quel que soit le domaine.

En utilisant tous les modes de perception auxquels elles ont accès, comme la lecture en braille et l'écoute de synthèses vocales, les personnes aveugles se montrent aujourd'hui très efficaces au travail.

Les progrès techniques ont également permis au braille de se moderniser et d'évoluer au fil des décennies. Il peut désormais être associé à des appareils électroniques, et il est même possible de taper rapidement en braille sur un écran de smartphone.

Les personnes aveugles peuvent utiliser des applications de bureautique et se rendre sur Internet ou sur les médias sociaux à l'aide d'un ordinateur ou d'un appareil mobile, mais aussi produire des contenus multimédias à l'aide d'un lecteur d'écran et d'un afficheur braille externe. Elles peuvent ainsi se lancer dans de grands projets et exercer des activités diverses et variées.

Le braille est par ailleurs facile à mettre en œuvre pour créer un environnement inclusif, et fournir aux personnes aveugles des informations sur les emballages de produits pharmaceutiques, les boutons d'ascenseur et les mains courantes, par exemple. Car pour une personne aveugle, la source d'information la plus rapide et la plus fiable qui soit est celle qui lui est proposée en braille et qu'elle peut toucher directement.

L'histoire du braille montre en outre que la législation nationale et internationale peut contribuer à améliorer la participation de tous à la société. La conception inclusive est d'ailleurs un objectif de l'Union européenne dans bien des domaines.

Le bicentenaire du braille est donc le moment idéal pour non seulement réaffirmer son importance, mais également appeler les fabricants, les prestataires de services et les décideurs politiques à en reconnaître la véritable valeur. Nous devons intégrer le braille sur les emballages, dans les dispositifs techniques, dans les lieux publics et dans les systèmes de transport, en application des principes de la conception universelle.

Le braille pourra alors démontrer sa capacité à faire en sorte que chacun puisse participer et contribuer pleinement à la société, à la politique et à l'économie. Voilà une bonne raison d'en célébrer le 200^e anniversaire!

Reiner Delgado (Allemagne), Judit Gombás (Hongrie) et Michal Tkáčik (Slovaquie) sont membres du groupe de travail consacré au braille de l'Union européenne des aveugles. Vous trouverez de plus amples informations sur le sujet sur le site web de l'[Union européenne des aveugles](https://www.union-europeenne-aveugles.eu) et sur la plateforme livingbraille.eu.



INTÉGRATION DES PLUS VULNÉRABLES: L'ÉPOQUE N'EST PAS À L'EMPATHIE, MAIS NOUS NE BAISSONS PAS LES BRAS

L'organisation à but non lucratif roumaine [Ateliere Fără Frontiere \(AFF\)](#) défend à la fois la justice sociale et l'économie circulaire. Elle donne la possibilité aux personnes marginalisées, telles que les réfugiés, les Roms ou les sans-abri, d'entrer dans le monde du travail, et ce d'une manière écologiquement responsable. Son projet le plus ancien, «educlick», emploie des personnes vulnérables depuis 2008: elles remettent à neuf des ordinateurs et autres appareils électroniques usagés, lesquels sont ensuite donnés à des écoles sous-financées. En 2021, «educlick» a permis à AFF de remporter le prix de la société civile du CESE.

Au cours des quatre dernières années, AFF n'est pas restée sans rien faire: «educlick» s'est développé et l'organisation a lancé trois autres ateliers d'intégration. Cristina Bîcîilă, directrice générale d'AFF, nous en dit plus sur cette remarquable organisation.

Votre projet «educlick» vous a permis de remporter le prix de la société civile du CESE sur l'action pour le climat en 2021. Pourriez-vous nous en dire plus sur le projet et sur son évolution depuis lors?

«Educlick» a été le premier atelier d'AFF. Il a été créé en 2008 pour intégrer les personnes vulnérables dans la société en leur fournissant le soutien professionnel et émotionnel dont elles ont besoin pour accéder au marché du travail. C'est l'occasion pour elles de faire partie d'un modèle d'économie circulaire qui collecte les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), lesquels sont ensuite triés et orientés vers le recyclage ou la remise à neuf. Les appareils réutilisés sont ensuite donnés à des établissements d'enseignement situés dans des zones défavorisées.

L'attribution d'un prix aussi prestigieux a joué un rôle important dans notre croissance, étant donné que le prix de la société civile du CESE a été un signe de reconnaissance qui nous a conféré de la valeur aux yeux de nos partenaires des secteurs privé et public.

Depuis que nous avons reçu le prix en 2021, nous avons accueilli 56 nouveaux collègues dans notre programme d'intégration professionnelle, dont 26 ont déjà trouvé un emploi sur le marché du travail ouvert ou se sont inscrits à des parcours éducatifs conformes à leurs objectifs. En ce qui concerne l'impact environnemental, nous estimons que nous avons évité 720 tonnes d'émissions d'équivalent CO₂ pour la seule année 2024, grâce aux 4 000 ordinateurs reconditionnés que nous avons donnés à des écoles sous-financées.

Parmi les défis que nous avons eus à relever, mentionnons la guerre en Ukraine, qui nous a contraints de nous adapter rapidement. Nous avons accueilli des Ukrainiens et des Ukrainiennes vulnérables dans nos ateliers, dont beaucoup étaient confrontés à des barrières linguistiques. Pour les soutenir, nous avons fait appel à des conseillers de langue russe et ukrainienne afin de leur fournir une assistance sur mesure.

Dans vos ateliers, vous employez des personnes marginalisées. Combien de personnes ont eu la possibilité de travailler avec vous jusqu'à présent? Comment les trouvez-vous? Assurez-vous un suivi avec elles après la fin du projet? Avez-vous des informations sur la question de savoir si le fait de travailler avec vous les a aidées à mieux s'intégrer au marché du travail et à la société?

À ce jour, plus de 300 personnes marginalisées ont bénéficié du soutien d'«educlick», pour la plupart aiguillées vers nous par des partenaires prestataires de services sociaux du secteur public comme du secteur privé.

Dans le cadre d'«educlick», nos collègues participent à un programme d'intégration sociale en plusieurs étapes: en commençant par un entretien d'évaluation des besoins, nous concevons un parcours personnalisé comprenant l'hébergement, la stabilisation, le développement professionnel et, enfin, l'emploi sur le marché ouvert.

À l'issue de ce processus de deux ans, nous continuons de suivre leurs progrès pendant au moins six mois afin de soutenir leur intégration. Notre objectif est de les aider à devenir indépendants et confiants dans leurs capacités, à être prêts à entrer sur le marché du travail ou à suivre une éducation conforme à leurs objectifs à long terme.

Outre «educlick», quels sont les autres projets dans lesquels vous employez des personnes issues de communautés marginalisées, dont des réfugiés? Pourriez-vous décrire celui dont vous êtes particulièrement fière?

«Educlick» n'est qu'un de nos quatre ateliers d'intégration professionnelle, qui sont tous conçus pour offrir le meilleur soutien possible en vue de l'emploi de nos collègues vulnérables:

- «remesh» recueille des filets publicitaires en maille et les recycle en vêtements et produits domestiques. Il s'agit d'un modèle de «recyclage valorisant» dans un atelier particulièrement adapté aux femmes qui sont des mères célibataires ou des victimes de violence domestique en quête de stabilité;
- «bio & co» est une ferme située en dehors de Bucarest, où nous cultivons des légumes biologiques qui sont livrés chaque semaine à nos clients urbains afin de créer des alternatives saines au rythme rapide de la vie en ville (modèle «de la ferme à la table»). Nos collègues sont principalement des habitants de la communauté rurale locale, où l'accès au marché du travail est limité;
- «logitetic» est notre dernier atelier en date, dans le cadre duquel nous répondons aux besoins croissants des entreprises en matière de logistique et d'emballage. Nous y recrutons des personnes handicapées, étant donné que cet environnement de travail est dans l'ensemble celui qui est le mieux adapté à leurs besoins.

Au-delà de notre travail quotidien dans le cadre des quatre ateliers, nous sommes particulièrement fiers des projets que nous avons conçus spécifiquement pour les réfugiés ukrainiens. C'était une nouvelle expérience pour nous, et avoir été capables d'agir et de nous adapter si rapidement est une chose dont nous sommes fiers, même si le contexte même de la guerre va à l'encontre de tout ce que nous défendons. Pourtant, les histoires et les héros que nous avons rencontrés tout au long de la route nous ont durablement marqués et ont révélé le rôle plus profond que nous pouvons jouer au sein de notre communauté.

Vous êtes une organisation de terrain qui aide les communautés vulnérables à s'intégrer sur le marché du travail d'une manière durable et respectueuse de l'environnement. Compte tenu du climat politique actuel — en particulier la montée en puissance des partis de droite et la diminution de la préoccupation pour l'environnement — constatez-vous moins de solidarité et des préjugés croissants à l'égard de ces communautés? Y a-t-il eu une incidence sur votre travail? En tant qu'organisation travaillant sur le terrain, quelle serait, selon vous, la recette d'une inclusion durable?

C'est peu dire que l'époque n'est pas à l'empathie. Malheureusement, nous avons également observé que les plus vulnérables sont généralement pointés du doigt comme étant responsables de la plupart des problèmes de la société contemporaine.

Toutefois, notre raison même d'exister consiste à agir en période de besoin: être un modèle de coexistence entre des personnes issues d'horizons différents, malgré toute l'animosité que les communautés sont susceptibles d'avoir l'une envers l'autre.

C'est pourquoi nous continuons à faire ce que nous avons toujours fait: nous nous considérons simplement comme un tremplin, aidant nos collègues en difficulté à retrouver leur confiance en eux et à combattre la stigmatisation à laquelle ils font face, en se lançant des défis et en prenant en main leur avenir, en choisissant non le chemin le plus facile, mais le plus épanouissant.

Cristina Bîcîilă est directrice générale d'Ateliere Fără Frontiere, une entreprise sociale et sans but lucratif roumaine spécialisée dans l'intégration socioprofessionnelle des personnes vulnérables par l'intermédiaire de quatre entreprises sociales qui combinent inclusion et solutions d'économie circulaire. Elle est également vice-présidente du Réseau européen des entreprises d'intégration sociale (ENSIE).

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Chrysanthi Kokkini (ck)
Claudia-Paige Watson Brown (cwb)
Daniela Vincenti (dv)
Dimitra Panagiotou (dm)
Elena Perez Velasco (epv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Joanna Harnett (jh)
Katarzyna Karcz (kk)
Katerina Serifi (ks)
Laura Lui (ll)
Leonard Mallett (lm)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanis (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (at)
Pablo Ribera Paya (prp)
Samantha Falciatori (sf)
Parminder Shah (ps)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Adresse

European Economic and Social Committee
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tel. (+32 2) 546.94.76
Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the
European Union or to the Committee's other publications.

Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.

07/2025